Une Réforme du collège hors-sujet et socialement ségrégative

Les discussions que nous avons en salle des professeurs sont sans appel : le rejet de la réforme du collège est unanime chez les enseignants. Malgré la communication forcenée et les discours mensongers de la Ministre, les praticiens sur le terrain n’ont pas tardé à se faire leur avis : la réforme du collège n’apporte aucune amélioration pour les élèves, non seulement elle ne répond à aucun des problèmes auxquels le collège est confronté mais elle va en générer de nouveaux. Et pourtant le collège a aujourd’hui besoin d’une réforme ambitieuse se donnant pour objectif de faire réussir tous les élèves. Cela passe nécessairement par une amélioration des conditions d’encadrement et notamment une baisse des effectifs par classe, par la possibilité de pratiques diversifiées permettant à chaque élève d’accéder aux apprentissages, par des programmes cohérents ancrés sur des savoirs disciplinaires qui fassent sens pour les élèves.

Or les enseignants ont bien compris que la réforme Vallaud-Belkacem ne répond pas à ces exigences mais qu’elle est une attaque contre le système éducatif et ce qui fait le sens de leur engagement professionnel. La diminution des horaires disciplinaires et le renvoi au local pour les moduler les heurtent à plusieurs titres. D’abord, parce que va se développer un management qui mettra en concurrence les disciplines et les enseignants tout en instaurant un collège plus ségrégatif socialement. Remettre en cause la définition nationale des horaires et des programmes repose en effet sur l’idée que tous les élèves ne sont pas capables d’accéder à des savoirs complexes. Les établissements seront poussés à différencier leurs objectifs selon leur recrutement et les pressions sociales, au détriment d’un égal accès de tous les jeunes à la culture et aux savoirs. Les défis auxquels notre pays est confronté supposent pourtant de consolider le cadre commun des enseignements et non de l’affaiblir.

Le renforcement de l’autonomie des établissements impliquera par ailleurs d’arbitrer localement des choix qui étaient tranchés préalablement jusqu’alors : répartition des heures par disciplines, choix des rares enseignements bénéficiant du temps de travail devant des groupes allégés, progression annuelle des programmes… L’absence de marge suffisante ne garantit pas même pas que l’Accompagnement Personnalisé soit financé en demi-groupes sauf au détriment des dédoublements dans d’autres disciplines. Il ne s’agit pas ici d’améliorer le collège au service de la réussite des élèves mais de renvoyer à la gestion locale les insuffisances budgétaires de l’Education Nationale.

La mise en place des Enseignements Pratiques Interdisciplinaires va se faire en diminuant les horaires disciplinaires. Ces EPI, dont les intitulés surfent sur des problématiques à la mode, sont bien éloignés d’une démarche où chaque discipline serait travaillée de façon complémentaire par chaque enseignant avec l’objectif de favoriser le questionnement intellectuel, de rendre plus lisible le sens des apprentissages. Et il est pour le moins curieux que les projets de nouveaux programmes écartent toute thématique permettant l’interdisciplinarité.

Une fois de plus, les décideurs politiques imposent des réformes qui ne sont pas concertées et qui négligent l’avis des professionnels comme cela a déjà été fait au moment de la réforme du lycée. Ceux qui connaissent la réalité du travail parce qu’ils le pratiquent au quotidien voient leur expertise niée. On ne peut que ressentir de la colère face à un tel gâchis. Une fois de plus, nous devons nous mobiliser pour défendre le sens de notre métier et la qualité de nos enseignements au service de la réussite de tous les élèves.

L’intersyndicale (Snes-Fsu, Snep-Fsu, Fo, Snalc, Cgt éduc’ action, Sud éducation) qui appelle à la grève le 19 mai, représente plus de 80 % de la profession. A l’inverse, les tenants de la réforme sont particulièrement faibles. A force de renoncements, l’Unsa et le Sgen n’ont quasi plus de représentants sur le terrain. Quant à la Fcpe, il y a un monde entre les positions défendues par la direction nationale et les parents que nous pouvons rencontrer dans nos établissements. Le Gouvernement et sa Ministre de l’Education n’entendent pas les remarques, les critiques, les alertes, et tentent de passer en force. Arrogance, témérité, dogmatisme ? Ce que nous percevons dans les salles des professeurs nous convainc que la Ministre vient de commettre une faute politique avec cette réforme.

Par la grève du mardi 19 mai, et si besoin par les actions qui suivront, nous allons tout mettre en œuvre pour obtenir le retrait de la réforme et l’ouverture de discussions sur d’autres bases pour une réforme du collège porteuse d’ambition pour tous les élèves.

Patrice Arnoux, Marianne Corrèze

Co-secrétaires académiques du SNES-FSU LIMOGES